



secretariat.federation@ufap.fr

# OPERATIONS DE FOUILLES :

## Recouvrer la « souveraineté sécuritaire » dans nos établissements !

Pantin, le 19 décembre 2025

A la suite des annonces du ministre de la Justice concernant le lancement de « fouilles XXL », l'**UFAP UNSa Justice** tient d'abord à exprimer sa satisfaction. Ces opérations sont une nécessité absolue et répondent à une attente forte de nos collègues sur le terrain, confrontés quotidiennement à l'insécurité.

Pour autant, l'**UFAP UNSa Justice** tient à souligner, que cette ligne sécuritaire, si elle va dans le bon sens, demeure largement incomplète. Cela fait des années que nous réclamons des fouilles généralisées dans l'ensemble des établissements pénitentiaires. Or, aujourd'hui, ce que nous constatons, c'est que ces « fouilles XXL » sont surtout médiatisées là où l'on a concentré ponctuellement des moyens humains conséquents, laissant croire à une généralisation du même type de fouille partout qui pourtant n'existe pas.

### **SI L'INITIATIVE EST A SALUER, LES MOYENS MIS EN ŒUVRE ET LA FAIBLE ENVERGURE DES OPERATIONS RESTENT LOIN DES ANNONCES FAITES AUX MEDIAS...**

Nous sommes au bout de cette opération « coup de poing » mais le constat est implacable :

Même si quelques établissements ont pu obtenir des renforts humains, avec l'appui de nos camarades ERIS, des équipes cynotechniques, des agents des établissements limitrophes et parfois des FSI, la majorité de ces fouilles dites « XXL » ne concernent qu'une infime partie des cellules (environs 10% du parc pénitentiaire), effectuées à moyens humains et matériels constants. Dans de nombreux établissements, faute de personnel suffisant, ces fouilles restent limitées et ne peuvent en aucun cas prétendre à l'ampleur annoncée. **Plus il y a de personnels, plus l'opération peut être massive ; l'inverse est tout aussi vrai.**

Pire, certaines opérations ont étrangement été menées dans les secteurs les plus « calmes » des détentions, et les découvertes sont parfois insignifiantes alors que l'ensemble de notre parc pénitentiaire est gangrené par une multitude d'objets interdits... À croire que des consignes ont été données afin de ne pas mettre le feu aux poudres !

### **POUR L'UFAP UNSa Justice CE N'EST PAS UNE SURPRISE. NOUS SAVIONS QUE LES DECLARATIONS AMBITIEUSES DU MINISTRE NE POUVAIENT ETRE REALISEES VU L'ETAT ACTUEL DANS LEQUEL SE TROUVE NOTRE ADMINISTRATION !**

Cette ligne sécuritaire n'a du sens que si ces opérations se poursuivent de façons régulières et programmées dans le temps. Cela constitue un élément de sécurité fort qui vise à reprendre la souveraineté sécuritaire de nos établissements.

Mais qu'en sera-t-il dans une semaine ? On prend les mêmes et on recommence ? Car sans sécurisation structurelle et continue, les téléphones, armes et stupéfiants réapparaîtront quasi immédiatement !

L'**UFAP UNSa Justice** dénonce également un point trop souvent passé sous silence : l'absence de sécurisation des personnels après les fouilles. Une fois les renforts repartis, ce sont les agents du quotidien qui se

retrouvent seuls, parfois en mode dégradé, face à une détention tendue par les opérations réalisées la veille. Le lendemain, sans renfort, sans présence dissuasive, les personnels doivent absorber le contrecoup des fouilles et gérer les réactions de la détention, souvent dans un climat plus hostile.

Enfin, pour que ces fouilles ne soient pas de simples coups d'épée dans l'eau il faut des moyens !

## **DES MOYENS HUMAINS INSUFFISANTS ET UNE LÉGISLATION INADAPTÉE !**

La crise des effectifs : Avec qui fouiller et sécuriser sur le long terme quand on compte 4 000 vacances de postes et des heures supplémentaires qui explosent ? Il est impératif de mettre en œuvre un plan d'urgence de résorption des emplois pour réabonder nos structures, le renforcement des ERIS et ELSP ainsi que l'implantation dans chaque région d'équipes cynotechniques.

Des agents « désarmés » par la loi : Depuis la loi pénitentiaire européenne de 2009, l'interdiction des fouilles intégrales systématiques prive les personnels d'un moyen de sécurisation essentiel. Le retour des fouilles systématiques, notamment après les parloirs et lors de tout contact avec une personne extérieure, est une urgence sécuritaire.

## **RENFORCER LA SÉCURITÉ PASSIVE ET REVOIR LA GESTION INTERNE :**

Il est temps de mener une véritable politique pénitentiaire de sécurisation de notre parc pénitentiaire :

- Moyens matériels : généralisation des volières, brouilleurs efficaces, détecteurs, vidéosurveillance périmétrique, POM, tunnels à rayons X et tout matériel nécessaire pour nos missions régaliennes.
- Gestion interne cohérente : revoir les règlements intérieurs pour limiter l'encombrement des cellules (cantines excessives, achats extérieurs), qui rend les fouilles complexes et moins efficaces. De plus cela permettrait de lutter contre le trafic ou le racket.
- Une planification annuelle des opérations massives de fouille.

## **L'UFAP UNSa Justice EXIGE UNE LIGNE SECURITAIRE DURABLE !**

L'UFAP UNSa Justice est intervenue en ce sens auprès du cabinet du Garde des Sceaux. Nous ne nous contenterons pas d'opérations ponctuelles sans lendemain...

**Parce que la sécurité ne se décrète pas, elle s'impose !**

Le Secrétaire Général,  
Alexandre CABY